



Conseil économique et social

Distr. générale
8 décembre 2010
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-cinquième session

22 février-4 mars 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la vingt-troisième session de l'Assemblée générale,
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation
des objectifs stratégiques et mesures à prendre
dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives**

**Déclaration présentée par ActionAid, Association italienne
Femmes pour le Développement, Católicas por el Derecho
a Decidir, Center for Health and Gender Equity, Fondation
allemande pour la population mondiale, Development
Alternatives with Women for a New Era, Equidad de Género :
Ciudadanía, Trabajo y Familia, Family Care International,
Fédération pour les femmes et la planification familiale,
Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer,
Interact Worldwide, International Planned Parenthood
Federation (Europe region), International Planned
Parenthood Federation (Western Hemisphere region),
IPAS, Marie Stopes International, Pathfinder International,
Program for Appropriate Technology in Health, Association
suédoise pour l'éducation à la sexualité, Vaestoliitto,
Fédération des familles de Finlande, et World Population
Foundation, organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2011/1.



Déclaration*

1. Des millions de femmes et de filles du monde entier sont confrontées à des conditions de santé sexuelle et reproductive épouvantables qui compromettent leur accès à une éducation de qualité, à un emploi décent, les empêchent de jouir de leurs droits et de participer pleinement à la société. D'après L'Organisation mondiale de la Santé, le VIH/sida est l'une des premières causes de mortalité et de maladie des femmes en âge de procréer. Dans les pays en développement, près de 215 millions de femmes n'ont pas accès à des contraceptifs modernes si elles souhaitent retarder ou espacer leurs grossesses. On estime que 358 000 femmes meurent chaque année de complications liées à la grossesse et à l'accouchement. L'avortement pratiqué dans des conditions dangereuses représente notamment 13 % des causes de mortalité maternelle en raison de lois sur l'avortement discriminantes qui restreignent l'accès à des services médicalisés. Ce sont malheureusement les femmes et les filles des pays les plus pauvres qui sont les plus durement touchées à cause du manque d'équipements pour traiter les cas de VIH/sida et de l'accès insuffisant à la planification familiale, aux services de santé maternelle et aux soins d'avortement médicalisé.

2. Le préservatif féminin, malgré sa très faible médiatisation, constitue un outil clef en vue de la réalisation des droits à la santé des femmes.

3. Il est à ce jour la seule méthode de protection efficace contre le VIH, les MST et la grossesse qui soit conçue pour être utilisée à l'initiative des femmes. Il est apprécié par des femmes et des hommes de profils variés. S'il est utilisé régulièrement et correctement, il est tout aussi efficace que le préservatif masculin dans la prévention du VIH, du sida et de la grossesse. De nombreuses femmes estiment que le préservatif féminin leur a permis de prendre conscience de leur capacité à prendre en main leur propre protection. Elles peuvent par exemple insérer le préservatif féminin plusieurs heures avant un rapport sexuel ou l'utiliser pour « négocier » des rapports protégés lorsque leurs partenaires masculins refusent ou évitent d'utiliser un préservatif masculin. Le préservatif féminin est également particulièrement important pour les femmes porteuses du VIH, dans la mesure où il leur permet de prendre l'initiative de rapports protégés et d'éviter la transmission du VIH ou la réinfection ou surinfection par le VIH.

4. Lorsque les femmes et les filles ont la possibilité d'empêcher les grossesses non désirées ou d'espacer leurs grossesses, elles ont plus de chances de terminer leur parcours scolaire, de trouver un emploi et de mieux gérer le peu de ressources financières et environnementales à leur disposition. Lorsqu'elles ne sont atteintes d'aucune infection sexuellement transmise ou de problème de santé invalidant lié à la grossesse comme la fistule obstétricale, elles sont plus à même d'obtenir de bons résultats au travail ou à l'école et d'assumer des responsabilités pour le foyer. Au-delà de ces considérations, lorsqu'elles ont facilement accès à des méthodes de prévention comme le préservatif féminin, elles disposent en fin de compte d'un outil qui peut leur sauver la vie.

5. Si l'on considère les lourdes conséquences que le VIH, les MST et les grossesses non désirées ont sur les femmes, il est impératif, d'un point de vue de santé publique, de droits de l'homme et d'un point de vue moral, de garantir aux femmes un véritable accès à des options de prévention spécialement conçues pour elles. Malgré l'importance prioritaire de cette question, le préservatif féminin ne

* La version originale anglaise de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

bénéficie pas d'un financement suffisant, il est rarement disponible et reste sous-utilisé en raison du manque de volonté politique et de programmation efficace. À titre d'exemple, le taux de distribution du préservatif féminin dans le monde est de un seul préservatif féminin pour 36 femmes en 2009. Il est scandaleux que les femmes, qui courent un risque accru d'infection par le VIH, pour des raisons biologiques, sociales, politiques et structurelles, soient les moins bien servies en termes de prévention, et ce parce que les donateurs estiment qu'il n'est pas impératif de leur donner un accès plus large à des moyens de contraception dont elles peuvent prendre l'initiative et qu'elles peuvent contrôler.

6. Nous exhortons les dirigeants du monde entier à attribuer au préservatif féminin un statut prioritaire dans les engagements qu'ils ont pris afin de donner un accès universel à la santé reproductive (Objectif du Millénaire pour le développement 5b) et à la prévention, au traitement et aux soins du VIH (Déclaration d'engagement sur le VIH/sida de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2001). Le préservatif féminin est en effet une composante essentielle en vue de réaliser les objectifs du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, du Programme d'action de Beijing, des objectifs du Millénaire pour le développement et de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida. Nous exhortons les gouvernements et les donateurs à prendre les mesures suivantes :

- a) Élargir l'accès au préservatif féminin en augmentant le financement alloué à leur achat, à la gestion des stocks, à la distribution et au soutien des programmes. Redoubler les efforts en vue d'alléger les coûts par unité élevés pour les consommateurs en concluant des contrats d'achat en gros et en investissant dans la recherche et le développement de nouveaux types de préservatifs féminins;
- b) Assurer une programmation exhaustive, respectueuse des genres et axée sur les droits afin de faciliter l'adoption du préservatif féminin et son utilisation durable;
- c) Faire participer la société civile, en particulier les groupes de femmes et les femmes porteuses du VIH, à la prise de décisions relatives aux politiques et aux programmes en matière de préservatif féminin, ainsi qu'à leur mise en œuvre et leur suivi.

7. Le préservatif féminin est essentiel pour endiguer la propagation du VIH et pour promouvoir une bonne santé sexuelle et reproductive. Il constitue un outil clé pour permettre aux femmes et aux adolescentes d'exercer davantage de contrôle sur leurs vies sexuelles et de poursuivre des études, d'exercer un emploi et tout autre moyen de subsistance constructif. Nous devons agir dès maintenant pour assurer aux femmes et aux adolescentes un accès au préservatif féminin ainsi qu'un enseignement sur son utilisation afin de leur permettre de se protéger et de mener des vies saines et productives.